

LE BOLGHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

La baudruche du bloc LCR-LO-OCT se dégonfle...

Le front populaire muselle les luttes contre le plan Barre

Dans les semaines qui ont suivi les municipales, les ouvriers français n'ont pas cessé de descendre dans la rue et de faire grève pour protester contre la politique gouvernementale de chômage et de réduction des salaires. Après la victoire de l'Union de la gauche (52% des voix, 3/4 des mairies), des milliers d'ouvriers ont déclaré qu'ils en avaient assez de l'"austérité".

Dans de nombreux cas, la protestation est venue à la suite de violentes attaques patronales. C'est le cas des Aciéries de Thionville où il y a eu plusieurs manifestations contre les licenciements de 3.000 ouvriers d'Usinor, les premiers de cette envergure dans la sidérurgie depuis 1945. Quand les ouvriers en lutte ont voulu occuper les locaux d'Usinor pour sauvegarder leurs emplois, le Parti communiste a répondu par un appel à la nationalisation de la sidérurgie.

À la même époque, le port de Dunkerque était paralysé pendant plus de 7 semaines. Cette grève, comme celle du *Parisien Libéré*, est menée par un syndicat traditionnellement puissant pour défendre des acquis de l'après-guerre (le contrôle sur l'embauche).

L'Union de la gauche-front populaire

La vague de grèves actuelle a certainement été encouragée par les résultats de l'Union de la gauche aux municipales. Malgré la combativité des travailleurs, les dirigeants de l'Union de la gauche avaient mis le holà aux grèves pendant la campagne électorale. Mais si, après les élections, les bureaucrates ont décidé de lâcher un peu la bride aux travailleurs et de les laisser remuer un peu pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il revienne sur les restrictions de salaires qu'il a fixées, ce n'est pas non plus l'Union de la gauche-front populaire qui offrira une perspective de victoire pour ces luttes.

Le PC en ce moment parle de nationalisation de la sidérurgie, mais ce n'est qu'une manoeuvre démagogique pour éviter les occupations d'usine en Lorraine. Les dirigeants syndicaux ne manqueront pas une fois de plus de casser les luttes si elles menacent d'échapper à leur mainmise bureaucratique. La lutte contre les mesures d'austérité du plan Barre ne peut être victorieuse que si la classe ouvrière rompt avec le front populaire et lutte pour son indépendance de classe. Un gouvernement d'Union de la gauche n'apportera qu'une version "progressiste" du plan d'austérité, avec des

réductions de salaires et des accélérations "volontaires" des cadences.

Non seulement la "majorité" s'est révélée être une minorité après la poussée spectaculaire de l'Union de la gauche, mais les giscardiens ont même dû essuyer les coups de leurs "alliés" gaullistes. La défaite de la "majorité présidentielle" de Giscard met fin aux diverses tentatives, faites depuis que le pouvoir de de Gaulle a commencé à vaciller après la grève des mineurs de 1963, de mettre sur pied une coalition du "centre".

Il est évident pour des marxistes que, s'il est difficile de consolider un parti bourgeois libéral en France, cela ne provient ni du caractère national des Français, ni du fait que la gauche ne fait pas de coalitions assez "flexibles"! Cette situation est due au fait que la majeure partie du prolétariat français est organisée dans des partis ouvriers; autrement dit, elle est due à la polarisation des classes. La montée du Parti travailliste en Grande-Bretagne a sonné le glas du Parti libéral comme force politique significative. C'est aussi à cause de la force des partis stalinien et social-démocrate qu'aucun parti bourgeois du "centre" n'a d'influence importante en Italie.

Quand l'OCI disait "non" au front populaire (p.9)



La Vérité du 23 décembre 1955. La légende dit: "Mais où sont les candidats des travailleurs?"

S'il accentue encore cette polarisation de classe et s'il s'arme d'un programme cohérent et d'une organisation pour sa mobilisation révolutionnaire, le prolétariat pourra alors regrouper autour de lui les éléments hésitants de la petite-bourgeoisie. Estomper les contradictions de classe et rechercher une unité interclassiste ne fait, au contraire, que renforcer inévitablement les forces bourgeoises comme l'ont démontré les fronts populaires de France et d'Espagne dans les années 30 et plus récemment ceux du Chili et du Portugal.

Les analystes politiques bourgeois étaient en général tous d'accord pour attribuer le succès électoral de l'Union de la gauche au fait que la "majorité présidentielle" était totalement discréditée par ses disputes intestines, les scandales successifs et sa politique anti-ouvrière. On a souvent fait l'analogie avec les municipales de 1935 qui amenèrent la victoire du Front populaire en avril 1936. Le PC et le PS agissent dans ce sens car ils cherchent en ce moment, avec beaucoup d'application, à faire comprendre à la bourgeoisie qu'elle peut compter sur eux.

C'est juste avant les élections municipales de 1935 que Staline signa le pacte de défense mutuelle avec la France. Il s'en suivit une déclaration de "compréhension" pour le militarisme de la bourgeoisie française qui conduisit le PCF à voter les crédits de guerre au gouvernement bourgeois. En 1977, le PCF (qui se réclame maintenant de l'"eurocommunisme") fait grand cas de son soutien aux dissidents soviétiques et ouvre les portes de l'Union de la gauche aux "progressistes" bourgeois comme les gaullistes dissidents.

L'imprévu de ces élections a certainement été l'apparition des listes écologiques qui ont obtenu d'impressionnants résultats au premier tour. Le fait qu'après les élections, des groupes écologistes de Paris aient accepté de siéger dans les commissions d'arrondissement instituées par Chirac souligne le caractère petit-bourgeois réactionnaire de ce mouvement.

Pourtant, la veille du premier tour, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) lança un appel à ceux qui envisageaient de voter pour les listes écologiques : "La prise de conscience des problèmes de l'environnement ne conduit pas 'naturellement' à une prise de conscience anti-capitaliste", pouvait-on lire dans *Rouge* (10 mars), "ni surtout à l'adhésion au mouvement ouvrier." C'est bien évident ! Le succès en Suède du parti du centre, qui s'est servi de l'opposition des petit-bourgeois à l'énergie atomique pour renverser le parti ouvrier social-démocrate en place, démontre bien que les questions d'environnement peuvent être facilement utilisées par la réaction bourgeoise. Malgré tout, la LCR, à force de capituler sur une base minimaliste devant les écologistes comme elle le fait d'ailleurs devant d'autres catégories sociales (féministes, étudiants, etc.), en est arrivée non seulement à perdre des voix en leur faveur aux dernières élections, mais encore à voir s'élever de ses propres rangs des protestations contre cette insulte au mouvement écologique.

L'"extrême-gauche" en déconfiture

Le bloc électoral LCR-LO-OCT, démagogiquement baptisé "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs" et copié des listes de Democrazia Proletaria italiennes, a recueilli un nombre inattendu de voix, aux environs de 5% en moyenne dans les villes où il s'est présenté.

Ce fut l'euphorie dans la LCR : sa combine électorale avait marché ! Elle était parvenue au nirvana, devenue l'alternative crédible qui pouvait désormais espérer faire la cour à l'Union de la gauche avec moins de complexes et un meilleur "rapport de force". Et la LCR, dans un style qui rappelle beaucoup celui de son organisation "soeur" américaine, le Socialist Workers Party (SWP), de remplir les colonnes de *Rouge* de statistiques sans fin pour prouver son succès !

Lorsque l'on examine de près ces statistiques, on s'aperçoit qu'en réalité le succès électoral de l'"extrême-gauche" représente non pas des voix données consciemment à un *programme révolutionnaire*, mais des voix d'électeurs insatisfaits par le programme limité et passif de l'Union de la gauche. Les scores électoraux du bloc LCR-LO-OCT, dans les différentes villes où il s'est présenté, varient en fonction de la politique du Parti socialiste unifié (PSU) et des écologistes.

A Orléans, par exemple, le bloc a obtenu 13% des voix mais ni les écologistes ni le PSU (qui avaient eu 15% des voix en 1971) n'avaient présenté de candidat. Par contre, à Toulouse où le PSU avait formé un bloc avec des écologistes gauchisants, les LCR-LO-OCT n'ont fait que 1,9%, ce qui est moins que le total des voix de la LCR et de LO aux présidentielles de 1974 ! C'en était ainsi partout. En bref, les voix données à l'"extrême-gauche" ne furent ni plus ni moins que ce que la LCR en dit : un "avertissement aux partis de l'Union de la gauche" (*Rouge* n° 296, 12-13 mars).

Entre ces partenaires qui cherchaient tous à se faire très vite une popularité, l'unité n'a pas duré longtemps. Les pressions et les contradictions de ce bloc apparurent dès avant le deuxième tour, quand LO rejeta publiquement l'appel de la LCR à prolonger la coalition. La direction de LO avait manifestement dû subir la pression de sa base qui renâclait devant un bloc pourri avec les "petit-bourgeois" de la LCR et les maoïstes de l'OCT. LO dut écrire plusieurs éditoriaux en réponse à des lettres de lecteurs pour réaffirmer qu'avec cet accord électoral elle n'avait trahi aucun principe.

A la veille du deuxième tour, au cours de ce qui devait être un meeting électoral, LO fit volte-face et refusa la proposition, faite le même jour par Krivine dans *Rouge*, d'étendre encore l'accord électoral (tout en laissant miroiter la perspective contradictoire, mais tout aussi pourrie d'unité organique avec la LCR !). Arlette Laguiller, porte-parole de LO ce soir-là, ignore ostensiblement son partenaire de l'OCT assis à côté d'elle à la tribune. Sous les acclamations de ses partisans, (et regardant la direction de la LCR blêmir), Laguiller rappela à la LCR : "Le parti révolutionnaire sera trotskyste ou ne sera pas". Bensaïd, dont les sympathies pour les guévaristes sont bien connues, s'empressa de défendre l'OCT et attaqua les déclarations "sectaires" d'Arlette.

Les efforts que fit LO pour apaiser les instincts de classe de sa base sont manifestement contradictoires, car, si le bloc n'avait aucun accord programmatique suffisant, pourquoi LO avait-elle accepté d'en faire partie ? Mais les "trotskystes" de LO ne s'embarassent pas de considérations de ce genre. Le lendemain du meeting LO attaquait dans *Rouge* l'analyse que la LCR avait faite du premier tour :

"Mais c'est propager des illusions que de présenter la bataille électorale du second tour comme quelque chose d'important pour les travailleurs, comme une

suite page 8

Le SWP joue les tâcherons de Sadlowski

Opposition bidon dans la sidérurgie américaine

En février dernier ont eu lieu aux Etats-Unis des élections pour le poste le plus élevé de la direction du syndicat de la sidérurgie (United Steel Workers of America — USWA). C'est le candidat de la bureaucratie en place, Lloyd McBride, qui a remporté la victoire sur son concurrent Ed Sadlowski. Ces élections ont été un test pour la gauche américaine : la grande majorité des groupes soi-disant révolutionnaires l'a raté et a soutenu avec enthousiasme le "rebelle" Sadlowski, candidat bureaucrate à la rhétorique "combative" qui, pour sauvegarder la "démocratie syndicale", poursuit les syndicats devant la justice bourgeoise.

Dans l'"extrême-gauche" française, c'était également l'enthousiasme pour Sadlowski. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) l'a présenté comme quelqu'un qui était "contre la bureaucratie syndicale, contre la collaboration avec le patronat et pour une réelle démocratie au sein du syndicat (...)" (*Rouge* n°261, 31 janvier). L'Organisation communiste internationaliste (OCI), aussi peu critique et aussi enthousiaste, proclamait que la campagne de Sadlowski avait été "un pas en avant" pour les ouvriers américains (*Informations Ouvrières* n°790, 23 février-2 mars). Il est normal que des centristes comme ceux de la LCR et de l'OCI qui, en France, demandent la "démocratie syndicale" tout en refusant de lutter contre le front populaire dans les syndicats, rendent hommage aux références démagogiques de Sadlowski à la "démocratie syndicale" en fermant les yeux sur son programme de collaboration de classe.

Une collaboration de classe à façade "gauche"

La Spartacist League des Etats-Unis (SL/US) a refusé son soutien à Sadlowski et a fait remarquer que, sur aucune des questions qui se posent aujourd'hui aux ouvriers, il ne représente une rupture quelconque avec la politique de collaboration de classe de la bureaucratie syndicale. Sadlowski n'a même jamais mentionné le besoin d'un parti ouvrier indépendant et a soutenu la candidature du raciste Carter à la présidence des Etats-Unis. Malgré ses promesses ostentatoires, il s'est engagé à appliquer jusqu'en 1980 l'Experimental Negotiating Agreement (ENA — accord traître d'Abel, président sortant de l'USWA, avec le patronat de la sidérurgie dans lequel le syndicat s'engage à ne pas appeler à des grèves nationales). Bien qu'il se soit formellement prononcé contre la clause anti-communiste dans le syndicat, au congrès de l'USWA à Las Vegas en septembre dernier, Sadlowski est venu à la tribune déclarer son accord avec une résolution demandant qu'on institue dans le syndicat des commissions d'enquête contre les communistes. En tant que dirigeant du district 31 de l'USWA à Chicago, il n'a jamais rien fait pour lutter contre les licenciements massifs et dans une interview au magazine *Penthouse*, il a même déclaré qu'il était en faveur d'un

projet d'automatisation de la sidérurgie qui éliminerait 75% des emplois dans cette industrie !

Pour Sadlowski, "démocratie syndicale" signifie se fier à l'*Etat bourgeois* et demander l'intervention du gouvernement dans l'application de la "démocratie" dans les syndicats. Sadlowski s'est fait élire en 1974 au poste de dirigeant du district 31 en demandant au ministère du travail de contrôler de nouvelles élections remplaçant celles dans lesquelles il avait été battu par la direction locale corrompue. En novembre dernier, au cours de la campagne électorale pour la présidence de l'USWA, Sadlowski fit un procès pour obtenir que la justice bourgeoise supervise pendant la campagne le contenu de la presse syndicale et surveille la distribution de la propagande électorale. Quand son rival McBride, soutenu par le président sortant Abel, lui fit un procès pour avoir reçu de l'argent de grosses sociétés capitalistes pour sa campagne, Sadlowski lui répondit par un autre procès demandant la divulgation de toutes les sources financières des candidats. Rien n'est plus évident : Sadlowski le "combatif" est pour le contrôle de l'Etat sur les fonds électoraux, la presse syndicale et les finances du syndicat.

Faire appel à l'Etat bourgeois pour intervenir dans des conflits au sein du mouvement ouvrier est une trahison capitale. Il est clair pour des trotskystes que l'Etat est un instrument de domination de classe et que la bourgeoisie n'intervient contre la corruption de la bureaucratie que dans la mesure où cela lui permet après de mieux contrôler le syndicat.

Trotsky a toujours répété que toute référence à la démocratie syndicale ne signifie rien si elle n'est pas accompagnée de la lutte la plus âpre pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste. Dans "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste", Trotsky écrit que la lutte pour la démocratie dans les syndicats "présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial".

La campagne de Sadlowski avait été orchestrée et partiellement financée par un groupe de libéraux bourgeois très lié au Parti démocrate dont était membre l'avocat Joseph Rauh, ancien dirigeant de l'Americans for Democratic Action (ADA) connue pour sa lutte anti-communiste. Rauh organisa aussi la campagne d'Ar-

ABONNEZ-VOUS!

WORKERS VANGUARD

Hebdomadaire de la Spartacist League/US
Spartacist Publishing Co. Box 1377, G.P.O. New York, NY 10001

nold Miller, dirigeant du syndicat des mineurs, briseur de grèves, élu en 1972 sur un programme de "démocratie syndicale" et de recours à la justice bourgeoise. Les libéraux bourgeois ont essayé, avec la campagne pour Sadlowski, de régénérer la bureaucratie syndicale américaine sclérosée afin qu'elle puisse contrôler plus efficacement les luttes de classe qui pointent à l'horizon. Ils espéraient en outre faire de Sadlowski un contrepoids efficace dans le Parti démocrate à des bureaucrates plus ouvertement réactionnaires comme Meany, dirigeant de l'AFL-CIO.

Comme le faisait remarquer la SL/US, que peuvent gagner les ouvriers en votant pour Sadlowski ? Il promet bien entendu des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et la "démocratie syndicale" ; mais ces promesses ne sont guère différentes des promesses vides de tous les autres candidats bureaucrates et ressemblent même étrangement à celles de son collègue et rival I.W. Abel quand il était lui-même candidat bureaucrate en 1965 !

Les trotskystes pourraient envisager d'accorder un soutien critique à un candidat à un poste syndical si, sur au moins une des questions fondamentales de la campagne électorale, il rompt programmatiquement avec la collaboration de classe de la bureaucratie en place. Si ce candidat refusait ultérieurement de mettre en pratique la politique de lutte de classe qu'il avait promise, il serait possible pour les trotskystes de le dénoncer en exigeant qu'il applique les points de son programme qu'il a trahis et de gagner ainsi les ouvriers combatifs qui avaient voté pour lui. Mais quand il n'y a aucune rupture programmatique avec la collaboration de classe, un "soutien critique" n'est plus qu'une excuse pour se mettre à la traîne des bureaucrates en veine de popularité.

Pour une opposition trotskyste dans les syndicats

Malgré le palmarès impressionnant des trahisons de Sadlowski, sa campagne a été soutenue par un large éventail d'organisations de gauche. Le Socialist Workers Party (SWP) n'en était pas une des moindres. Il espérait, en faisant le petit travail organisationnel de la campagne de Sadlowski, se tailler un jour une place de conseiller politique social-démocrate de la bureaucratie syndicale américaine. Le *Militant*, journal du SWP, rendit compte abondamment et régulièrement de tous les progrès de cette campagne, se félicitant des procès que Sadlowski faisait contre les syndicats, affirmant qu'ils avaient permis d'obtenir des "concessions sans précédent" (le *Militant*, 10 décembre 1976). Les partisans du SWP dans l'USWA participèrent avec enthousiasme au comité de soutien à Sadlowski (Steelworkers Fightback — Riposte des ouvriers de la sidérurgie) et jouèrent un rôle important dans l'organisation de sa campagne. Au moment des élections, ils se firent discrets sur leur opposition aux candidats bourgeois pour ne pas mettre dans l'embarras Sadlowski qui, lui, faisait campagne pour Carter !

Mais le point culminant du soutien enthousiaste du SWP à Sadlowski fut une tournée de Jack Barnes, secrétaire national du SWP, en février dernier, dans la région industrielle du Midwest. Il ne fit que chanter les louanges de Sadlowski et de ses appels à la justice bourgeoise pour intervenir dans les syndicats, déclarant que dans l'USWA le "journal syndical avait été livré aux patrons il y a des années et que pour le récupérer Sadlowski avait dû faire appel à la justice" !

Les travailleurs américains, affligés d'une direction particulièrement vénale et subissant en ce moment des licenciements massifs et des attaques violentes contre leur niveau de vie, ont accumulé des récriminations et du mécontentement que Sadlowski a pu canaliser et exploiter. La bureaucratie syndicale américaine, ossifiée, corrompue, de plus en plus isolée de sa base — particulièrement des jeunes et des ouvriers noirs et étrangers — et d'un anti-communisme rigide, est en train de perdre son emprise sur la classe ouvrière américaine. Les pressions à la base sont en train de s'accumuler et vont donner lieu à des explosions de lutte de classe qui balayeront rapidement cette bureaucratie rigide et instable. La question est de savoir si les bureaucrates actuels seront vaincus par une direction trotskyste ou par une engeance de bureaucrates réformistes plus "à la page" qui, à l'instar de leurs collègues européens, pourront couvrir leurs trahisons d'un verbiage "gauche". Les efforts criminels du SWP pour tenter de remplacer les bureaucrates actuels par des traîtres réformistes plus malins, comme Sadlowski, ne font que préparer la *régénérescence* de la bureaucratie afin qu'elle soit plus apte à museler la lutte des ouvriers.

La tâche des trotskystes dans les syndicats est de lutter pour remplacer la bureaucratie collaborationniste par une direction révolutionnaire qui transformera les syndicats en instruments de lutte de classe. Dans ce but, les trotskystes construisent des fractions oppositionnelles dans les syndicats sur le Programme de Transition. Nous nous associons aux commentaires faits à ce sujet par un ouvrier métallurgiste, partisan de la lutte de classe dans l'USWA :

"(...) Allez à un meeting pour Sadlowski dans une grande ville : vous y verrez le SWP y vendre des billets de loterie et y tenir la table de littérature ; l'IS [International Socialist] sera en train d'installer le micro, le PC indiquera aux gens où ils doivent se placer et un maofiste mettra de l'ambiance en chantant un folk song (...).

"S'implanter et gagner de l'autorité dans la sidérurgie prend du temps. Mais nous avons réussi à faire connaître clairement deux points essentiels de notre programme : nous sommes ceux qui sont opposés à l'intervention du gouvernement dans le mouvement ouvrier. Nous sommes connus pour ça et pour être ceux qui ne soutiennent pas Sadlowski (...).

"(...) Nous étions ceux qui disaient la vérité sur Sadlowski quand tous les autres essayaient d'épurer ses discours et de faire comme s'il était contre l'accord anti-grève. Il y a au moins une petite couche d'ouvriers combatifs qui savent que nous avons combattu Sadlowski pas à pas. Et ce sont eux que nous voulons atteindre. Sadlowski le sait, bien sûr. Ce sont de petites choses, nous n'avons pas de succès spectaculaire, de grosse fraction. Mais ça viendra. Il faut du temps et une lutte principielle."

— Cité de *Workers Vanguard* n° 155, 29 avril ■

CORRECTION

Nous avons par erreur omis un morceau de phrase dans la transcription de l'enregistrement de la conférence de presse citée dans le dernier numéro du *Bolchévick* ("Pas une voix pour aucun des candidats du front populaire!"). Il fallait lire : "*Krivine*, LCR: En règle générale, il faut essayer de, je crois, quand on est des militants révolutionnaires, de se poser les problèmes qui se posent et de donner donc des réponses politiques aux problèmes qui se posent, et je crois qu'on a la faiblesse de croire que c'est pas directement d'actualité à l'heure actuelle, alors que ça peut être traité au cours d'une autre conférence de presse."

Les phrases oubliées sont en italiques. Cela fait apparaître de façon encore plus éclatante la vacuité de la réponse de Krivine à la question de la défense de l'URSS.

Pas une larme pour le flic n°1 Buback !

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration faite par la Trotzkistische Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la tendance spartaciste internationale, après l'assassinat du procureur général Buback, revendiqué par le Commando Ulrike Meinhof.

Voilà qu'ils appellent de nouveau à l'Etat fort, à des lois plus sévères, à un renforcement encore plus rapide de l'appareil de répression. Le chancelier fédéral Schmidt se joint — "sans hésitation" — au chœur de ceux qui sont prêts "intérieurement" à aller "jusqu'aux limites de ce qui est autorisé et exigé par l'Etat constitutionnel" (*der Spiegel*, 19 avril). On sait assez à quoi sont prêts "extérieurement" lui et ses pareils — sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens et libéraux ! "Intérieurement", le ministre Maihofer était toujours membre de l'"Union humaniste" lorsqu'il enrichit le vocabulaire allemand du terme "*Lauschangriff*" [attaque par écoute]. Surveillance de la correspondance des accusés, même avec leurs avocats, favorisation de témoins à charge qui jouèrent un rôle sinistre dans le procès de la RAF [Fraction Armée rouge — désignée comme "gang Baader-Meinhof" dans la presse bourgeoise], exclusions d'avocats de la défense, mise au secret, droit pour la police de tirer à vue, légalisation des perquisitions, interdiction de manifestations, renforcement des lois sur les étrangers, menaces d'interdiction contre des organisations de gauche, interdictions professionnelles... les limites de l'"Etat constitutionnel" deviennent de plus en plus extensibles.

Il n'est pas question de verser une seule larme, de porter le deuil une seule minute pour le procureur de l'Etat bourgeois. Buback s'est illustré comme serviteur fidèle et réactionnaire de la bourgeoisie depuis qu'en 1962 il a dirigé l'action contre le *Spiegel* [une perquisition ordonnée par Franz-Josef Strauss alors ministre de la défense]. Au procès des camarades de la RAF, il représentait le pouvoir d'Etat. Il était de ceux qui étaient responsables des conditions d'incarcération horribles des camarades de la RAF, de l'exclusion des avocats de la défense et de l'introduction de Müller comme témoin à charge. Son bureau occupait une place centrale dans la chasse à tout ce qui pouvait être mis sous la rubrique "terrorisme".

Les véritables terroristes, ce sont Buback et consorts. En dernière analyse, la réaction de la RAF et des groupes similaires vient de leur impatience petite-bourgeoise, de leur isolement, de leur frustration et de leur haine pour l'Etat bourgeois. C'est de l'aberration petite-bourgeoise que de croire que l'on peut affaiblir à un quelconque degré les fondations du système capitaliste en éliminant individuellement des représentants de la classe bourgeoise. Les léninistes ont toujours mené une lutte politique acharnée contre de telles tendances tout en cherchant en même temps, par une confrontation politique intransigeante, à gagner au programme communiste prolétarien les meilleurs éléments de ceux qui dirigent leurs coups contre l'Etat bourgeois.

La Trotzkistische Liga Deutschlands (TLD) a toujours rejeté la conception du terrorisme individuel. Il y a deux ans, la TLD a écrit dans un tract dirigé contre la terreur policière qui avait suivi l'enlèvement de Peter Lorenz [candidat démocrate-chrétien à la mairie de Berlin] :

"Nous, trotskystes, considérons la conception de guérilla urbaine comme celle de la 'Fraction Armée

rouge' ou du 'Mouvement du 2 Juin' complètement erronée mais nous voyons clairement de quel côté des barricades ces camarades se battent et nous le disons bien haut : c'est de notre côté, et de l'autre côté il y a l'ennemi commun.

"Notre débat avec des camarades qui, par désespoir petit-bourgeois, ont choisi la fausse route des actions isolées contre des représentants de l'ordre capitaliste n'est en aucune manière différente de notre lutte sans compromis contre toutes les conceptions programmatiques qui égarent le prolétariat et qui sont, d'une certaine manière, beaucoup plus dangereuses du fait qu'elles ont plus d'influence que le terrorisme guérilliste (comme par exemple le réformisme et le stalinisme)."

— Supplément à *Kommunistische Korrespondenz*, 19 mars 1975

En novembre 1974, après la mort de Holger Meins, notre organisation a envoyé une lettre ouverte aux autres organisations de gauche pour appeler à la formation d'un front unique d'action en solidarité avec les camarades de la RAF. Nous en avons fait autant récemment après l'affaire des écoutes de Stammheim. Il faut d'autant plus exiger la libération immédiate et inconditionnelle de Baader, Ensslin et Raspe que les chances de sa réalisation immédiate sont minimes. On ne pourra parvenir à la mobilisation de tout le mouvement ouvrier pour libérer les camarades emprisonnés que si les éléments les plus conscients introduisent cette revendication dans la classe ouvrière.

Au moment où l'Etat bourgeois fait un procès politique truqué pour renforcer l'atmosphère de chasse aux sorcières contre la gauche, au moment où la justice de classe bourgeoise est en train de pousser à la mort une autre camarade de la RAF, Gudrun Ensslin, et où certains autres camarades emprisonnés sont dans un état de santé très critique, les stalinistes du DKP/SEW [parti communiste pro-Moscou d'Allemagne fédérale et de Berlin-Ouest] et du KPD [maoïste] n'ont rien trouvé de mieux que de démontrer leur respectabilité à la bourgeoisie en dénonçant la RAF.

Nous considérons le meurtre de Buback, dont le Commando Ulrike Meinhof a revendiqué la responsabilité, comme un acte insensé qui ne mène à rien, un acte qui ne peut que fournir à l'Etat bourgeois un prétexte supplémentaire pour intensifier ses mesures répressives contre la gauche ; mais, en même temps, nous reconnaissons que ces camarades ont agi dans l'intention de lutter contre un symbole de la répression capitaliste. Et Buback en était certainement un ! C'est pour cette raison que nous disons "A bas la chasse à l'homme !" Tout en adoptant une attitude négative envers de tels actes de terreur individuelle, le mouvement ouvrier doit se mobiliser pour la défense politique de ces camarades contre la répression de l'Etat. Nous exigeons que cessent le honteux procès de Stammheim et les horribles conditions d'emprisonnement qu'y subissent ces camarades, le procès contre les camarades Roth et Otto, et les autres procès de classe contre des camarades de gauche. Mais nous savons aussi que nos revendications n'aboutiront pas par l'intermédiaire des "cercles libéraux" ou avec des actes de terreur désespérés. Seule la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière peut mettre fin à la terreur de la classe bourgeoise !

Traduit de *Kommunistische Korrespondenz* Mai 1977

L'arrestation de Chiang Ching et du reste de la "bande des quatre" en octobre dernier a provoqué des remous dans les groupes maoïstes du monde entier. Sans la bénédiction et l'autorité personnelle du "Grand Timonier", les organisations maoïstes se sont trouvées dans l'impossibilité d'expliquer la purge soudaine des soi-disant "radicaux", l'installation au pouvoir du "modéré" Hua Kuo-feng, et la réintégration probable de Teng Hsiao-ping limogé deux fois dans le passé pour avoir voulu "restaurer le capitalisme".

La réaction de certains groupes pro-maoïstes "critiques" au niveau international, comme le Kommunistischer Bund allemand, le Forgrundet Kommunist suédois et le groupe américain *Workers World*, fut de prendre la défense de Chiang Ching et du "groupe de Changhaï". En France, les maoïstes de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) ont penché pour le soutien aux soi-disant "gauches" tandis que *Le Bolchévik* (*journal communiste marxiste-léniniste*) qui semble être un groupe stalinien de gauche empirique et confus, a carrément rompu avec le régime de Pékin.

Le mythe des "radicaux" et des "modérés"

Ce qui est remarquable c'est que tous les suivistes de la bureaucratie stalinienne chinoise, des sectes maoïstes à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) pabliste, sont d'accord pour dire que les dernières purges représentent une bataille de classe fondamentale. Et pourtant ils sont incapables de définir les questions en jeu. Pour tous ceux qui sont à la traîne des staliniens chinois, admettre que des millions de Chinois sont mobilisés dans une lutte entre cliques bureaucratiques remet en question la "démocratie de masse" qui était censée prouver la nature anti-bureaucratique du régime chinois, en contraste avec le régime russe.

Ce qui rend impossible de distinguer sur quelles questions les "modérés" et les "radicaux" se battent, c'est qu'il n'y a aucune différence *fondamentale* entre eux. La campagne contre la "bande des quatre" n'a été accompagnée d'aucun changement significatif dans la politique de la bureaucratie ; pas plus d'ailleurs que la réhabilitation, ces dernières années, de légions de "restaurateurs du capitalisme" victimes de purges pendant la Révolution culturelle n'avait changé la politique de Mao.

Les cliques stalinienne tiennent *toutes* à maintenir le pouvoir de la bureaucratie et à refuser aux masses la démocratie prolétarienne. L'alliance avec l'impérialisme américain et sud-africain en Angola, le soutien total à l'OTAN contre ce qu'ils appellent le "social-impérialisme soviétique", recevaient autant

KOMMUNISTISCHE KORRESPONDENZ

Journal de la Trotskistische Liga Deutschlands

TLD, Postfach 110647, 1 Berlin 11

WOMEN & REVOLUTION

Journal de la commission femmes de la SL/US.

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, NY, NY 10001 USA

SPARTACIST édition française

LE BOLCHEVIK *Journal de la Ligue
Trotskyste de France.*

Pascal Alessandri, B.P. 336, 75011 Paris

Les "radicaux" d'hier deviennent les "tena

Bataille de cliques bu

d'approbation de Chiang Ching que de Teng. Quand, en été 1975, le grand centre textile de Hangchow (près de Changhaï) fut paralysé par les grèves, c'est Wang Hong-wen, le jeune "radical" le plus en vue, qu'on envoya "discuter" avec les grévistes (après quoi le vice-premier ministre Teng envoya un détachement de l'Armée rouge pour écraser la grève).

Il y a tout de même un passé de conflits entre les "radicaux" et les "modérés". Il date de presque 20 ans, depuis le "grand bond en avant". Dans cette campagne aventuriste, Mao cherchait à mettre l'économie chinoise au niveau de celle de l'occident capitaliste en l'espace de 15 ans, au moyen d'une militarisation massive du travail. Le résultat de cette politique aventuriste fut un effondrement économique sans précédent dans l'histoire des Etats sino-soviétiques. A la suite de cela, Mao perdit beaucoup de son autorité dans la bureaucratie et fut mis à l'écart par le groupe de Liu Chao-chi et Teng Hsiao-ping, qui adopta une politique boukharinienne de concession aux intérêts privés des paysans et d'expansion industrielle à pas de tortue.

Mao tenta de regagner son autorité et d'éliminer ses adversaires en s'alliant à l'armée du maréchal Lin Piao et se lança dans la Révolution culturelle pour laquelle il mobilisa les étudiants et la jeunesse paysanne (les fameux gardes rouges) sur une ligne démagogique d'égalitarisme et d'anti-bureaucratisme. De leur côté, ses adversaires, Liu Chao-chi et Teng Hsiao-ping en tête, mobilisèrent contre eux leurs forces (y compris des ouvriers, comme dans les grèves de Changhaï de 1966).

C'est de cette époque que date l'impression d'une opposition entre la ligne "radicale" de mobilisation-mystification des masses et la politique "modérée" qui s'appuie sur la technologie moderne et les stimulants matériels. La démagogie de Mao a beaucoup contribué à étendre l'influence des organisations maoïstes dans le monde occidental du fait que la lutte des gardes rouges passait pour une lutte anti-bureaucratique.

Alors qu'en fait les divergences qui se sont manifestées dans la Révolution culturelle ne sont que le reflet de la clientèle des deux fractions : la base militaire et paysanne pour Mao, le soutien de la bureaucratie d'Etat et de l'industrie pour Liu Chao-chi. Du point de vue des intérêts de classe du prolétariat, aucun des camps ne peut être soutenu.

La Révolution culturelle terminée, Mao ne put maintenir sa place qu'en manoeuvrant de façon éhontée entre les divers blocs. C'est ainsi qu'au début des années 1970, la plupart des "restaurateurs du capitalisme" éliminés pendant la Révolution culturelle se retrouvèrent dans les rangs de la bureaucratie tandis que les anciens alliés de Mao (comme Lin Piao et Chen Po-ta) étaient évincés.

Les maoïstes dans l'impasse

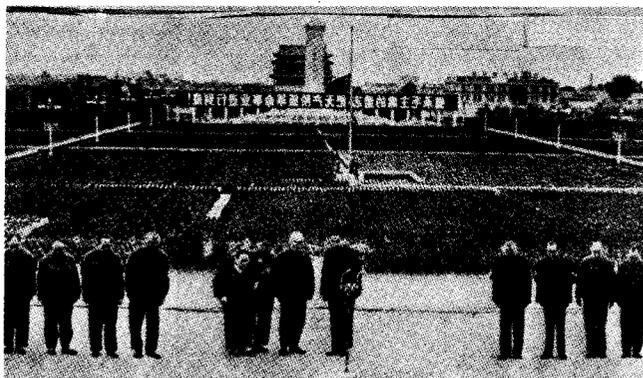
L'élimination de Lin Piao en 1972, toute dramatique et inattendue qu'elle fût, passa grâce à l'autorité morale de Mao et de Chou En-lai. Mais aujourd'hui, privés de la parole divine de leurs deux leaders bureau-

nts de la voie capitaliste"

reaucratiques en Chine

cratiques, les maoïstes du monde entier sont plongés dans un embarras considérable par l'arrestation de Chiang Ching et de ses partisans. Le problème est d'autant plus compliqué que les victimes actuelles sont justement les gens qui prirent la plus grande part à la Révolution culturelle et qui furent les alliés les plus proches de Mao.

L'OCT maoïste, produit d'une fusion entre Révolution! et la Gauche ouvrière et populaire (GOP) a été mise dans un embarras assez grand par la guerre de cliques. Depuis sa constitution en décembre dernier, elle n'a fait aucune déclaration officielle sur les événements chinois et s'est contentée d'ouvrir un débat sur la question dans les colonnes de son journal. La seule chose à laquelle les militants de l'OCT peuvent se raccrocher dans les sables mouvants des purges staliniennes, c'est une déclaration conjointe de Révolution! et de la GOP faite il y a six mois (*L'Outil/Révolution!* n°51-153, 21 octobre 1976). Cette déclaration prend prudemment ses distances d'avec la direction de Hua et tend à soutenir Chiang et ses partisans, soulignant le rôle qu'ils ont eu dans la Révolution culturelle et leurs contributions à "l'enrichissement" de la pensée de Mao.



Comment les maoïstes se transforment en buissons: photo de Renmin Hua Bao (nov. 1976) maquillée pour éliminer le «gang des quatre»

Les maoïstes qui ont appris par coeur leur "petit livre rouge" y ont appris que le capitalisme a été mystérieusement restauré en Union soviétique avec l'avènement de Khrouchtchev (quoiqu'à l'époque personne ne s'en soit aperçu, même pas le "Grand Timonier"!)

Munis de cette analyse idéaliste (selon laquelle le "capitalisme" n'est pas une catégorie économique objective mais la conséquence d'une attitude subjective de la direction), les maoïstes de l'OCT doivent être tourmentés à la pensée que Hua pourrait bien être le Khrouchtchev chinois. Mais, apparemment, ils préfèrent ne pas couper totalement les ponts avec Pékin tant qu'ils ne sont pas sûrs de ce qu'il s'y passe, déclarent que pour l'instant au moins "la Chine n'a pas changé de couleur", mais conseillent à leurs militants

d'être "particulièrement attentifs" aux développements dans la Cité Interdite.

Le Bolchévik (m-l) est, lui, moins réticent à rompre avec le régime de Pékin, mais voit la bataille de cliques dans l'optique maoïste qui considère que l'URSS est redevenue capitaliste. Il conclut donc qu'en Chine, aussi, "la contre-révolution triomphe momentanément" (*Le Bolchévik (m-l)* n°2, 2 novembre 1976).

Désormais coupé du régime chinois et russe, *Le Bolchévik (m-l)* a devant lui l'avenir sombre des organisations staliniennes qui n'ont pas de bureaucratie stalinienne à suivre. "Le socialisme dans un seul pays" n'a certainement rien à voir avec l'internationalisme léniniste ou avec le socialisme comme Marx l'envisageait, mais il a en tous cas besoin d'un pays. *Le Bolchévik (m-l)* a donc peu d'avenir s'il ne trouve pas la voie à la compréhension trotskyste de la nature de l'URSS et de la Chine.

Pour la démocratie des soviets par la révolution politique

Dès la prise du pouvoir par l'Armée rouge en 1949, le régime de Mao a été un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, c'est-à-dire qualitativement semblable à l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS une fois consolidé le pouvoir de la bureaucratie stalinienne. L'expérience, depuis la deuxième guerre mondiale (c'est-à-dire les révolutions en Yougoslavie, à Cuba et en Indochine), a démontré que des forces armées basées sur la paysannerie peuvent prendre le pouvoir et détruire les rapports de propriété capitaliste dans certaines conditions: une désorganisation extrême de la bourgeoisie dans un pays colonial, l'hostilité intransigeante de l'impérialisme et l'absence d'une classe ouvrière luttant pour le pouvoir. Mais ces forces petites-bourgeoises ne peuvent pas mettre la classe ouvrière au pouvoir. Inévitablement, elles établissent des régimes bureaucratiques, nationalistes et anti-ouvriers. Seule la classe ouvrière, conduite par un parti d'avant-garde léniniste et établissant son pouvoir, comme dans la Révolution russe par les Soviets — organes démocratiques de pouvoir ouvrier — peut ouvrir la voie au socialisme.

Contrairement aux maoïstes, les trotskystes sont pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers déformés ou dégénéré contre les attaques de l'impérialisme ou la contre-révolution intérieure. Mais la bureaucratie stalinienne chinoise ne peut pas être renversée par des réformes comme le croient les pablistes de la LCR. Nous appelons à la révolution politique dans tous les Etats ouvriers déformés et dégénéré pour renverser la bureaucratie stalinienne qui est le plus grand obstacle à la défense des économies collectivisées de ces Etats. Mais cette tâche ne peut être accomplie sans la construction de partis trotskystes dans tous les Etats ouvriers déformés et en URSS, sans la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale! ■

Stalinism and Trotskyism in Vietnam

Brochure
Spartacist

P. Alessandri B.P. 336 75011 PARIS

Prix: 6F.

Front populaire...

suite de la page 2

occasion de 'battre la droite', ou encore comme une occasion de 'lever un obstacle' aux combats futurs de la classe ouvrière." —Rouge n°302, 19-20 mars

Qu'a fait LO pour combattre ces illusions ? Elle aussi a demandé de voter pour le front populaire au deuxième tour. Elle a réclamé la venue du front populaire au pouvoir en soutenant : "(...) les révolutionnaires n'entendent évidemment ne mettre aucun obstacle à la venue de cette gauche au gouvernement dans la mesure où elle est souhaitée par la majorité des travailleurs" (*Lutte Ouvrière* n° 449, 9 avril). Non, vraiment, Arlette Laguillier n'est pas bien placée pour faire la leçon à Bensaïd et Krivine pour avoir capitulé devant l'Union de la gauche !

L'Organisation communiste internationaliste (OCI), contrairement au bloc LCR-LO-OCT qui ne cache pas son soutien plus ou moins flagrant à l'Union de la gauche, prétend, elle, s'y opposer. Nous, les révolutionnaires, aurions pu envisager d'accorder un soutien critique aux candidats qui se seraient présentés sur les positions de l'OCI en tant qu'expression d'une opposition, même partielle et déformée, au front populaire. Mais il n'y a même pas eu de candidats de l'OCI aux municipales et ce n'est pas un hasard ! La tactique préférée de l'OCI, pour ménager les réformistes, est de dénoncer le front populaire dans l'abstrait tout en ne présentant aucun candidat, ce qui lui évite l'accusation d'avoir fait perdre des voix à l'Union de la gauche. L'OCI refusait donc de dire "Pas une voix pour aucun des candidats de l'Union de la gauche" et préférait déclarer d'une façon énigmatique : "nous savons pour qui voter".

Les militants de l'OCI aiment citer le cas de Brive, où Charbonnel, ex-ministre gaulliste qui s'est particulièrement illustré en 1968 par sa politique anti-ouvrière, a dû se retirer de la liste de l'Union de la gauche. Mais même s'il existe un important mécontentement dans la classe ouvrière autour de la présence de candidats bourgeois dans l'Union de la gauche, c'est l'impopularité personnelle et particulière de Charbonnel qui a provoqué l'incident de Brive : dans ce cas, comme dans celui de Sanguinetti à Toulon, les bureaucrates du front populaire, loin de lutter contre la collaboration de classe, n'ont fait qu'un peu de chirurgie esthétique sur les listes électorales de l'Union de la gauche. Mais pour l'OCI, cela suffit.

L'OCI présente Brive comme modèle, sans aucune critique, pour transmettre ce message à la classe ouvrière : "Vous pouvez rompre la coalition de collaboration de classe avec les partis bourgeois sans rompre avec vos directions réformistes actuelles." Or, l'Union de la gauche est une *formation politique à l'échelle nationale*. L'absence de candidat bourgeois dans telle ou telle liste locale ne change rien au fait que c'est une liste de front populaire. Les travailleurs doivent exiger, comme *condition minimum* à un soutien électoral, que le PC et le PS rompent avec leurs partenaires électoraux bourgeois et avec le programme commun qui sert de cadre à cette alliance de collaboration de classe. Les trotskystes ne votent jamais pour aucun des candidats d'un front populaire. Les centristes essayent toujours de contourner le problème.

Le mot d'ordre purement démocratique de "Dissolution de l'Assemblée Nationale" concentre à lui seul la capitulation de l'OCI devant le front populaire.

Le réel contenu de cette revendication — mettre le front populaire au pouvoir — a été confirmé par le bureau politique de l'OCI lui-même dans un communiqué sur les résultats du premier tour :

"(...) la prétendue majorité est écrasée. Elle est minoritaire dans le pays. De ce point de vue, dont se réclament les dirigeants de l'Union de la gauche, la dissolution de l'Assemblée nationale dominée par les partis giscardien et chiraquien doit être la conséquence logique du résultat du premier tour des élections (...)." —*Informations Ouvrières*, 16-23 mars.

Construire le parti trotskyste

Malgré ses "succès" électoraux, le bloc LCR-LO-OCT n'apporte pas de réponse aux ouvriers français. Ce bloc est explicitement, tout comme le bloc Democrazia Proletaria en Italie, un groupe de pression sur le front populaire qui s'engage à voter pour les candidats de l'Union de la gauche au deuxième tour. (Pour paraître tout de même un peu orthodoxe et couvrir sa politique capitularde, la LCR a appelé à l'abstention à Perpignan où la tête de liste de l'Union de la gauche était un radical ! Mais ce n'était qu'un "avertissement" de plus aux dirigeants du PC et du PS : peut-être que la prochaine fois Krivine ira même jusqu'à la "censure" !) Du fait que l'"extrême-gauche" ne représentait pas une tentative de lutter pour l'indépendance de classe contre la collaboration de classe de l'Union de la gauche, il était impossible pour des révolutionnaires d'appeler à voter pour eux.

Krivine, Laguillier et compagnie se moquent complètement des questions de principes marxistes : pour eux, le test c'est le nombre de voix dans l'urne. Mais même simplement au niveau de la croissance organisationnelle, le bloc de propagande de l'"extrême-gauche" n'a pas été un succès. Democrazia Proletaria avait obtenu des résultats assez intéressants aussi en juin dernier, mais, depuis cette époque, deux de ses composantes principales ont subi des scissions importantes et la troisième, Lotta Continua, s'est même pratiquement dissoute dans l'"avant-garde large" des étudiants "autonomistes".

On retrouve la crise de Democrazia Proletaria chez son pendant français. D'abord dans les chamailleries entre LO et la LCR, mais aussi dans chacune de ces organisations elles-mêmes. Au dernier congrès de la LCR, on a pu noter l'apparition d'une importante opposition féministe et la direction a eu bien du mal à obtenir une majorité sur ses résolutions. Plus récemment, une dizaine de ses membres ont quitté la LCR après avoir publié une déclaration dans *Libération* disant qu'ils étaient "en grève" contre la direction. Cette farce ridicule non seulement démontre les pratiques bureaucratiques de Krivine et de ses consorts, mais aussi en dit long sur le niveau politique des recrues de la LCR !

L'apparition de l'opposition féministe au dernier congrès de la LCR, la perte de voix en faveur du PSU et des écologistes, les scissions de groupes qui gravitent plus ou moins autour du "courant B" récemment sorti du PSU, tout cela montre bien que la fameuse "crise" de l'"extrême-gauche" provient directement du fait qu'elle recrute délibérément au niveau de conscience actuel de ce qu'elle appelle l'"avant-garde large", au lieu de construire une organisation de combat léniniste homogène sur le Programme de Transition. Quand les différents groupes de la soi-disant "avant-garde" entrent en conflit, les organisations ou coalitions qui les maintenaient ensemble s'écroulent.

Quand l'OCI disait "non" au front populaire

Lors des élections présidentielles de 1974, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) a appelé à voter pour François Mitterrand, candidat socialiste de l'Union de la gauche-front populaire. L'OCI prétendait que voter pour les candidats des partis ouvriers réformistes [impliqués dans un front populaire] n'était pas incompatible avec l'opposition au front populisme.

Pourtant cette position était diamétralement opposée à celle qu'avait prise 20 ans auparavant les prédécesseurs de l'OCI, le Parti communiste internationaliste (PCI). Lors des élections législatives du 2 janvier 1956, le PCI refusa de voter pour le candidat d'un parti ouvrier réformiste partie prenante d'un front populaire, en l'occurrence Guy Mollet, dirigeant du Parti socialiste (alors SFIO).

Ces élections eurent lieu juste après la vague de grèves massives d'août-septembre 1955, et dans le contexte d'une escalade rapide de la guerre d'Algérie, marquée par des manifestations de masse contre le rappel de l'armée de réserve en automne 1955. Il était clair que le nouveau gouvernement aurait à prendre des mesures répressives contre la classe ouvrière et qu'il devrait renforcer l'expédition colonialiste française en Algérie.

Pour ces élections, la SFIO forma un bloc électoral de front populaire, le "Front républicain", avec deux formations bourgeoises, l'aile des radicaux de Mendès-France et le petit parti gaulliste qui venait de connaître plusieurs scissions et défections. Les listes de la SFIO étaient même liées au radical Daladier, personnage marquant du Front populaire de 1936, et à Jacques Soustelle, le "boucher du peuple algérien" qui devait plus tard devenir l'un des instigateurs d'un coup d'Etat manqué contre de Gaulle en 1961.

Le Parti communiste (PCF) appelait à un nouveau front populaire à la manière de 1936 et demandait à être admis dans le "Front républicain". Le PCI fit remarquer que les "discours [du PCF] affirmant qu'il n'est pas de 'majorité de gauche' sans le PCF sont sans équivoque" (*La Vérité* n° 385, 16 décembre 1955) et refusa de voter pour aucun des partis ouvriers engagés dans la formation d'un front populaire. Bien que son ar-

gumentation tendît à l'abstentionnisme ultra-gauche (ils ne présentèrent pas de candidats et les raisons qu'ils donnèrent furent que les élections étaient une "odieuse comédie"), le PCI avait raison de refuser de voter pour la SFIO et le PCF et d'y opposer une perspective de lutte de classe: "Ce dont il faut s'inspirer, c'est d'août 53, d'août-septembre 55. La position prise par les dirigeants CGT et FO face aux postiers démontre que leur participation à cette campagne électorale s'intègre dans une politique qui implique la mise en sommeil des revendications ouvrières, des aspirations des jeunes soldats, des luttes pour l'indépendance des peuples coloniaux."

— Stéphane Just dans *La Vérité* n° 386, 23 décembre 1955

Les pablistes français, qui étaient alors aussi capitulateurs qu'aujourd'hui, reprirent le mot d'ordre stalinien du Front populaire de 1936 "A bas les 200 familles" et appelèrent à voter pour le PCF. La seule chose qu'ils trouvèrent pour maquiller leur capitulation au front populaire fut de dire qu'ils s'y opposeraient "aussi longtemps que le front populaire n'est pas réalisé dans les faits" — ce qui laissait la porte ouverte à un soutien au front populaire s'il venait au pouvoir.

Le gouvernement à majorité socialiste qui résulta des élections demanda bientôt les "pouvoirs spéciaux" pour aider à réprimer le soulèvement en Algérie et, avec y compris les voix des députés communistes, le Parlement donna carte blanche au gouvernement le 12 mars 1956. Peu de temps après, le gouvernement s'attaquait aux pablistes comme au PCI, arrêta et poursuivit en justice plusieurs de leurs principaux dirigeants.

L'attitude principielle du PCI, même si elle a été entachée d'erreurs, contrastait fortement avec la capitulation des pablistes... et avec la position actuelle de l'OCI! La position de l'OCI aux présidentielles de 1974 a été l'indice de la consolidation de la ligne centriste droitier et préfigurait ses tentatives actuelles de retourner sur la pointe des pieds dans le giron du "Secrétariat unifié" pabliste en marchandant avec son aile droite réformiste, le SWP. La "continuité" de la lutte anti-pabliste du PCI des années 50 n'est pas assumée par l'OCI mais par les trotskystes de la tendance spartaciste internationale.

Traduit de Workers Vanguard n° 148

Tous ces soi-disant trotskystes se retrouvent pris au piège dans les conséquences de leur éternelle recherche d'"une voie facile aux masses". Ils ont à peine fini de bricoler une coalition électorale pourrie que la pression de la lutte des classes la brise déjà en morceaux. La lutte politique ce n'est pas le tiercé, et ce n'est pas en trouvant la bonne combinaison de gagnants qu'on parvient à quelque chose!

La tendance spartaciste internationale et sa section sympathisante la Ligue trotskyste de France ont été les seules à refuser de donner un soutien électoral, même critique, aux candidats du front populaire *bourgeois* ou

à ses appendices "de gauche". Nous avons, comme Lénine et Trotsky, la position qu'il y a une expérience que les révolutionnaires ne partagent jamais avec la classe ouvrière, et c'est celle de la collaboration de classe. Les marxistes ont pour tâche de mettre la classe ouvrière en garde contre ses dangers, de tirer les leçons de l'expérience du Chili et de l'Espagne et d'avoir une politique cohérente qui puisse montrer au prolétariat comment échapper au piège du front populaire.

D'après Workers Vanguard n° 155

Femmes...

suite de la page 12

était forcée de subir, en plus de l'esclavage domestique, l'esclavage du travail salarié.

Cependant, les capitalistes, incapables et peu désireux d'offrir des substituts sociaux au rôle que jouait la famille, encouragèrent la femme à rentrer à la maison et à la cuisine ; c'est dans ce but qu'une propagande fut consciemment développée en faveur de la famille et de la religion. Ainsi, le capitalisme étendit le domaine des forces productives et jeta les bases technologiques d'une socialisation du travail domestique et du remplacement de la famille en tant qu'entité économique, tout en étant incapable d'accomplir ce remplacement ; de même, il établit la base d'une socialisation internationale des moyens de production sans pouvoir non plus éliminer les frontières nationales.

Pour survivre, le capitalisme dépend d'institutions sociales traditionnelles et archaïques, qui assurent la domination de classe, telles que la propriété privée, la famille monogamique et l'Etat-nation. Au fur et à mesure que les forces productives engendrées par le capitalisme croissent, elles se heurtent aux limites créées par les institutions sociales dont dépend le système, et la bourgeoisie devient plus féroce dans son effort de soutenir et de renforcer des institutions qui, elles, deviennent de plus en plus réactionnaires. La tendance impulsée par le capitalisme à faire retourner les femmes de l'usine à la maison atteignit son apogée durant la campagne nazie en faveur de l'esclavage de la femme aux "*Kinder, Kirche, Küche*" — "enfants, église, cuisine".

Les révolutions bourgeoises des dix-sept et dix-huitième siècles, qui balayèrent les institutions féodales entravant le développement capitaliste, remplacèrent les relations sociales basées sur les obligations et les privilèges par celles s'appuyant sur l'égalité contractuelle, et eurent ainsi un profond impact sur la famille. Ce sont les apôtres les plus radicaux de la révolution bourgeoise qui donnèrent à l'égalité entre les sexes son expression, plus particulièrement en ce qui concerne la propriété privée et l'héritage. Mais la bourgeoisie fut effrayée par les conséquences de sa propre révolution, même dans le domaine de la légalité formelle ; aussi puisa-t-elle aussitôt, dans le passé médiéval, des institutions archaïques avec lesquelles elle pourrait stabiliser son pouvoir. Ainsi la Révolution française fut-elle suivie d'une contre-révolution politique, Thermidor, durant laquelle les *agents* de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire les paysans pauvres et les sans-culottes furent déshérités. En ce qui concerne la famille et l'oppression spécifique de la femme, Thermidor se traduisit par le Code Napoléon qui fit de la femme la propriété de son mari, exigeant qu'elle demande la permission de son époux pour, par exemple, obtenir un passeport, faire un testament ou signer un contrat.

De la même façon, l'égalité des nations proclamée par la révolution bourgeoise fut subordonnée à la poussée des nations industriellement avancées qui cherchèrent à dominer les nations moins évoluées dans la lutte pour les marchés et les matières premières. Le rapport entre la subordination de l'égalité des sexes et de l'égalité des nations est clairement démontré par l'impérialisme français. Quand Napoléon III pensa qu'une croissance démographique était essentielle pour fournir à l'empire français en pleine expansion des

soldats et des ouvriers, il fit appel à Rome et obtint du pape une nouvelle définition du moment auquel la vie commence : de la définition traditionnelle, qui déclarait que la vie débute quand le foetus est capable de survivre une fois sorti du ventre de sa mère, on passa à celle, actuelle, où elle débute avec la conception. Cela transforma l'avortement d'un péché véniel en un péché mortel, et c'est sur cette base que Napoléon créa la loi contre l'avortement en vigueur en France jusqu'à récemment.

Les femmes à l'époque de la dégénérescence du capitalisme

Ainsi, la bourgeoisie ne fut-elle jamais démocratique de façon conséquente, pas même lorsque les tâches démocratiques nécessaires à la consolidation de sa domination de classe étaient à l'ordre du jour. Durant l'ère de l'impérialisme, les pays impérialistes ont un intérêt encore plus grand à supprimer les aspirations démocratiques et nationales des masses coloniales et semi-coloniales. Si les pouvoirs impérialistes en Chine avaient appuyé la rébellion de T'ai-p'ing (au cours de laquelle des brigades de femmes armées jouèrent un rôle important), une nation protestante aurait bien pu y voir le jour au cours du siècle dernier. Au lieu de cela, ils épaulèrent les Mandchous, desquels ils dépendaient déjà, pour assurer une certaine stabilité. La voie de la domination impérialiste passe par le renforcement des aspects les plus réactionnaires et les plus répressifs de la société semi-féodale, combiné avec la pénétration dans cette société de la technique capitaliste la plus avancée.

L'incapacité des "bourgeoisies nationales" des pays coloniaux à anéantir le passé féodal et à accomplir une révolution bourgeoise-démocratique fut démontrée au cours du siècle dernier. La bourgeoisie nationale, généralement recrutée directement parmi la vieille noblesse, et dépendante des reliques du passé féodal pour sa survie (par exemple les latifundia en Amérique Latine), devint le valet docile de l'impérialisme. Les classes bourgeoises autochtones du monde colonial n'ont pas pu se désempêtrer de la domination impérialiste par peur de déchaîner la lutte anti-capitaliste des ouvriers en alliance avec la paysannerie qui les balaierait du pouvoir par la même occasion.

C'est en analysant les tâches d'une révolution dans la Russie tsariste que Trotsky formula la théorie de la Révolution permanente. Sa conclusion fut que, non seulement il faudrait que la direction prolétarienne remplisse les tâches principales d'une révolution bourgeoise-démocratique (puisque la bourgeoisie s'avérait incapable de prendre la voie révolutionnaire contre l'autocratie), mais aussi que le prolétariat devrait immédiatement mettre ses propres buts *socialistes* à l'ordre du jour au cas où la révolution réussirait. Afin de briser l'autocratie féodale et la domination coloniale, la classe ouvrière devrait se débarrasser de l'ordre bourgeois qui jusqu'alors s'était développé à l'intérieur de ces institutions, puis en était devenu l'axe central.

La question de l'émancipation des femmes dans le "tiers-monde" continue à démontrer la justesse des conclusions de Trotsky confirmées par les leçons de la Révolution russe. L'égalité pour les femmes est un droit démocratique fondamental, reconnu par toutes les démocraties et que tous les "mouvements de libération nationale" s'assignent pour but. Cependant, l'oppression spécifique des femmes est intimement

liée à la base même du système de propriété. De même que la lutte anti-coloniale qui limite ses buts à l'établissement d'un Etat indépendant ne réussit pas à fournir une réelle indépendance de la domination impérialiste, de même la "révolution" qui s'arrête avant d'avoir renversé le capitalisme s'avère incapable de déraciner l'oppression de la femme.

L'indépendance algérienne et les femmes

Les avantages négligeables obtenus par la femme algérienne après l'indépendance démontrent qu'une "libération nationale" qui se limite à l'indépendance, politique dans un contexte de domination économique impérialiste est incapable d'accomplir les tâches démocratiques élémentaires.

A la veille de l'indépendance, les masses algériennes eurent devant elles la possibilité de se débarrasser de leur propre élite féodaliste en même temps qu'elles se débarrassaient de la domination française ; elles auraient pu alors dépasser la lutte pour la démocratie bourgeoise pour s'engager dans la voie de la construction d'une société socialiste. Mais la direction petite-bourgeoise du FLN fit tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une telle issue et assurer les bases du futur capitalisme algérien. A Evian, le FLN s'engagea à coopérer au niveau économique avec l'impérialisme français en échange d'une aide technique et financière. Cet engagement rendait impossible l'accomplissement des tâches simplement démocratiques.



Manifestation à Alger, décembre 1960

Keystone

Le *Programme de Tripoli*, manifeste de base de la révolution algérienne, promettait vaguement l'égalité formelle, mais la loi du nouveau régime, elle, codifie l'inégalité sexuelle des femmes, dont beaucoup ont lutté dans le FLN, soit comme auxiliaires, soit comme soldats. Par exemple, le crime d'adultère est puni d'un an de prison maximum pour les hommes — deux ans pour les femmes.

Et la réalité est bien pire que ne le formule la loi. Les hommes, étant donné qu'ils étaient considérés comme les chefs de famille, avaient la priorité dans les emplois. La polygamie ne fut restreinte que modérément. Et bien que le mariage forcé soit illégal à l'heure actuelle, le gouvernement lui-même est obligé d'admettre que chaque année beaucoup de suicides ont pour raison un mariage forcé auquel on veut échapper.

On pourrait attribuer cela au fait qu'il est difficile de triompher des traditions, mais l'attitude du régime algérien est *hostile* à toute tentative de triompher des traditions. Boumédiène, président du Conseil Révolutionnaire d'Algérie déclarait :

"Nous disons 'non' à cette évolution [genre occidental], parce que notre société est une société islamique et socialiste. Il y a un problème ici en ce qui concerne le respect de la moralité. (...) Parce que nous avons vu que parmi plusieurs peuples récemment libérés, la femme, une fois libre, se dépêche de penser à des choses qu'il n'est point besoin de citer ici. (...) L'évolution de la femme algérienne et la jouissance de ses droits doivent être inscrites dans le contexte de la moralité de notre société."

— 8 mars 1966

Et c'est à l'occasion de la Journée internationale de la Femme que ce discours fut prononcé : entendant cela, un certain nombre de femmes quittèrent la place. Dans l'Algérie "socialiste", où chaque écolier reçoit une éducation religieuse, les femmes sont gardées à l'écart de la politique, de l'éducation universitaire, de même qu'elles sont laissées sous le voile.

La société algérienne n'a pas été sans connaître des réformes démocratiques, certaines d'entre-elles ayant même trait à la famille. Mais chaque réforme n'est élaborée qu'après de tortueux débats religieux et une réinterprétation soigneuse du Coran.

L'impérialisme moderne n'a oublié ni son Rudyard Kipling, ni comment se draper dans le manteau de sa "mission civilisatrice", surtout en ce qui concerne le "sexe faible", quand il abuse à la fois des femmes et des ressources naturelles des nations conquises. Les impérialistes français, dont le Code Napoléon ne permettait pas à une femme d'ouvrir un compte en banque ou d'accepter un emploi sans la permission de son mari, et cela jusqu'en 1966, s'affichèrent en Algérie comme les défenseurs et les libérateurs de la femme musulmane. L'expression la plus risible peut-être de cette pieuse hypocrisie fut la soi-disant "bataille des voiles". Après le 13 mai 1958, quand les colons français mirent à sac le quartier général du Gouverneur Général, renversant la IV^e République, une dirigeante pied-noir organisa le Mouvement de solidarité féminine, chargé d'exhiber des femmes musulmanes dévoilées qui faisaient des discours élogieux en faveur de la libération qu'offrait la société de Liberté, d'Egalité, de Fraternité — mariage complet du féminisme et de l'impérialisme ! Alors par réaction, le voile devint le symbole de la résistance à l'impérialisme français, de même que la famille musulmane, les coutumes traditionnelles, etc. Ainsi, non seulement des siècles de vieilles coutumes, d'esclavage domestique, et d'oppression ne furent pas abolis mais la "révolution" adopta le symbole même de ces traditions ! Ainsi c'est bel et bien aux acquis les plus importants de la Révolution française que Boumédiène dit "non" et non à l'hypocrisie de l'impérialisme français qu'il feint seulement de détester.

La révolution algérienne amena l'indépendance de la nation algérienne, mais elle ne libéra pas les masses urbaines et paysannes de la pauvreté et de l'exploitation, ni de l'oppression sociale brutale, inhérente au régime capitaliste. Loin de construire le socialisme, des pays comme l'Algérie ne peuvent même pas accomplir les tâches démocratiques élémentaires des révolutions bourgeoises passées. C'est au parti révolutionnaire prolétarien qu'il incombe de lever le voile de l'oppression des femmes en Algérie.

(A suivre)

Les femmes et la révolution permanente (1^e partie)

La libération des femmes de leur oppression spécifique est pour les marxistes une façon très précise d'évaluer à quel degré une société a été purgée de son oppression sociale en général. Fourier, le socialiste utopique, formula ce rapport dans la "Théorie des Quatre Mouvements", et Marx le reprit plus tard dans la *Sainte Famille*. Il le résuma d'une façon plus brutale dans une lettre à Kugelmann en 1868 : "On peut mesurer avec exactitude le progrès social en évaluant la position du beau sexe dans la société (y compris les laides)".

La Révolution russe, qui a immédiatement pris des mesures pour alléger l'oppression de la femme, a confirmé cette affirmation de Marx. Le gouvernement des Soviets de Lénine a rendu le divorce gratuit et accessible ; la discrimination des enfants "illégitimes" a été éliminée ; on a créé des crèches communes gratuites, décrété le salaire égal à travail égal, rendu l'avortement légal, libre et gratuit, et ouvert aux femmes des milliers d'écoles. Après la guerre civile, une des principales campagnes qu'a menée le gouvernement a été pour la construction de crèches et de jardins d'enfants convenables. C'est quand s'est consolidé le pouvoir de la caste bureaucratique, avec Staline à sa tête, que les femmes ont perdu la plupart des acquis que leur avait apportés la Révolution d'Octobre.

Les progrès bien réels qu'avaient faits les Bolchéviks dans la voie de l'émancipation des femmes contrastent fortement avec l'oppression des femmes qui sévit encore actuellement dans des régimes bonapartistes "socialistes", comme en Algérie, qui n'ont pas rompu avec le capitalisme. Ils sont une confirmation frappante de la théorie de la Révolution permanente de Trotsky selon laquelle les droits démocratiques bourgeois élémentaires ne peuvent être gagnés complètement que par une révolution socialiste dirigée par le prolétariat.

Naissance de la famille monogame

Une des ironies de l'histoire réside dans le fait que l'oppression spécifique des femmes prend racine dans l'un des premiers progrès sociaux : le développement de la technologie. Avec l'introduction de l'élevage, de l'utilisation du métal, du tissage et enfin de l'agriculture, la force de travail humain devint capable de produire un surplus social substantiel. Sous l'impact de ces développements technologiques, la famille, institution par l'intermédiaire de laquelle la force de travail est reproduite, connût une transformation profonde. Comme Marx et Engels le signalent dans *l'Idéologie allemande*, la propagation de l'espèce engendra la première division du travail entre l'homme et la femme. Du fait de leur fonction procréative, la tâche de porter et d'élever les enfants et d'exécuter les travaux domestiques incombait aux femmes. L'entretien de la maison devint le centre de leur acti-

tivité. L'homme se vit chargé du développement de la technologie, de la domestication des animaux (ainsi que d'autres êtres humains, habituellement prisonniers de guerre ou esclaves), de la terre et de l'amélioration des outils. Enfin, il s'appropriait l'expansion correspondante de la richesse sociale. Ainsi l'avènement de la propriété privée et la nécessité de la transférer par l'héritage donnèrent naissance à la loi patriarcale de l'héritage et de la descendance. Afin de garantir la paternité des enfants, la famille monogame se développa et, avec elle, la réclusion de la femme, dans le but de s'assurer de sa fidélité. Pour elle, cette réclusion signifia l'exclusion de la vie publique et de la production sociale.

"Le mariage conjugal fut un grand progrès historique, mais en même temps il ouvrit, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, cette époque qui se prolonge jusqu'à nos jours et dans laquelle chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres."

- Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

Avant la croissance de ces institutions (propriété privée et famille monogamique), les armes, tout comme les outils et les biens, étaient gardées en commun. Avec le développement de la propriété privée des moyens de production et de reproduction et la polarisation de la société en classes économiques, l'armement fut monopolisé par des groupes d'hommes séparés du reste de la société. Ces corps d'hommes armés constituèrent alors l'essence de l'Etat. Bien qu'en apparence l'Etat semble se situer au-dessus des classes, il est en fait l'instrument par lequel la classe économique dominante de chaque époque maintient sa domination.

Au cours de chaque époque, la famille, tout comme l'Etat, a essentiellement été une institution destinée à perpétuer la forme de propriété et la classe économique alors dominante. Pour les classes sociales sans héritage et sans propriété à défendre, c'est-à-dire l'esclave, le serf, l'ouvrier, des institutions sociales telles que l'héritage, la défense, la famille et les gendarmes, sont avant tout des instruments d'assujettissement.

Les limites du progressisme bourgeois

Avec l'avènement du capitalisme industriel, la famille entra dans un état de dissolution relative. Afin de diminuer les salaires, le capitalisme chercha à abaisser le coût de la production et de la reproduction de la force de travail en engageant la famille entière à faire partie du processus de travail. Le retour de la femme à la production sociale fournit les préconditions nécessaires à son émancipation ; mais sous le capitalisme, cela signifia aussi pour elle une dégradation et un esclavage encore plus grands, étant donné qu'elle

suite page 10